

KEYNOTE CONTRIBUTION:
LOST LEADERSHIP, LOST VISION, LOST UNION ?
(VIDEO)

Intervention orale de M. Jacques Delors
Diffusée par vidéo lors de la conférence organisée
par TEPSA Helsinki, le 13 juin 2006

Monsieur Delors, l'Union européenne traverse actuellement une crise très grave. Selon beaucoup de gens, c'est la crise la plus grave de son histoire. Etes-vous de cet avis ?

« Au début, fort en optimisme, je m'étais dit qu'après tout, la crise de la chaise vide provoquée par le Général de Gaulle dans les années 1960 et l'autre produite par Madame Thatcher avec « *I want my money back* » étaient aussi sérieuses. Mais quand je vois maintenant les réactions des gouvernements, les réactions des opinions publiques, le scepticisme qui grandit, un certain immobilisme des institutions -si j'excepte le dynamisme du Parlement européen-, j'en viens à considérer, comme les gens que vous avez cités, que cette crise est vraiment la plus grave. »

Et à votre avis, pourquoi ?

« Parce-ce qu'il n'y a plus de vision de l'Europe, plus de vision partagée, peu d'aptitude au consensus et des opinions publiques qui, pas seulement en France et aux Pays-Bas mais dans d'autres pays aussi, sont au moins perplexes sur l'avenir de l'Union européenne, voire parfois inquiets. Tous ces facteurs expliquent que nous courons le risque de voir l'édifice peu à peu être altéré et même des pièces manquer. »

« Vous dites qu'il n'y a plus de vision ; est-ce qu'on peut dire que la crise de l'Union est aussi la crise des dirigeants ? »

« Ça serait trop facile pour moi de dire cela. Je pense que s'il n'y plus de vision partagée, c'est parce ce que les dirigeants refusent de discuter entre eux des problèmes qui les divisent. On pourrait reprendre une chanson célèbre de la France d'avant la guerre « *Tout va très bien Madame la Marquise* », pourtant le château brûlait. Par conséquent, nous avons des Conseils européens où on essaie de montrer qu'on est d'accord, que l'on veut avancer mais, en réalité, on ne discute pas des vrais problèmes, c'est-à-dire : comment considérer l'espace économique et monétaire, ou l'espace économique tout court ? Comment envisager des objectifs accessibles pour une Europe à 25 et demain à 27 ? Quel processus de décision nous permettrait d'aller plus vite, d'être plus transparent et d'agir mieux ? Toutes ces questions ne sont pas traitées et, par conséquent, le résultat c'est que bien sûr certains disent qu'il faut que l'Europe soit plus concrète, c'est vite dit mais ce n'est pas facile à faire parce que, je le répète, toutes les compétences des nations n'ont pas été transférées à l'Union européenne. C'est d'ailleurs pourquoi, en passant, je

trouve que le concept de compétences partagées choisi par le projet de traité n'est pas bon. Il faut que les citoyens sachent qui fait quoi : ce dont s'occupe l'Europe, exclusivement c'est très peu de choses ; ce dont elle s'occupe par délégation des gouvernements, là où elle peut apporter une valeur ajoutée ; et ce qui reste de la compétence des Etats-nations. A ce moment là, l'espace public national devient plus clair. Et on sait ce que l'on peut exiger de l'Europe et pas le reste. C'est ce manque de réponse à la question « qui fait quoi » qui, à mon avis, -même si je fais un peu trop de pédagogie et pas assez de politique en ce moment- est quand même le point central.

« Si l'on arrivait à expliquer cela, et ensuite, si on disait *« Nous sommes 25 nations, nous ne sommes pas d'accord sur tout, voilà ce qui nous divise. Jusqu'où peut-on aller ensemble ? Est-ce qu'il y a un consensus possible ? Si ce n'est pas possible, est-ce qu'à quelques pays, on ne peut pas aller un peu plus loin ? »*... Voilà les questions qui se posent. Mais malheureusement, ces questions restent interdites au débat public. »

Justement, vous dites qu'à 25 on ne peut pas avancer vous parlez de l'avant-garde ...

« Non, l'avant-garde, je n'aime pas le mot. D'abord, parce ce que nos amis des pays de l'Europe de l'Est et du Centre qui nous ont rejoint ne veulent pas en entendre parler, même de coopération renforcée. C'est pour ça que j'ai remis à l'ordre du jour ce thème peu sexy de « différenciation », mais cela veut dire qu'à certains moments l'Europe n'a pu avancer que parce ce que certains ont pris la responsabilité, avec l'accord des autres, d'aller plus loin. Ce fut le cas pour l'espace sans douane de Schengen (le libre échange des personnes) et ce fut le cas également pour l'Union économique et monétaire. D'après les enquêtes d'opinion, même en Finlande, l'euro est assez populaire, assez bien accepté. Dites-moi, si l'on avait attendu que les 15 Etats de l'époque soient d'accord pour le faire, il n'y aurait pas encore d'euro. »

Donc pour vous c'est toujours la méthode à utiliser...

« Oui, c'est la méthode à utiliser mais je le répète, il y a deux questions préalables : définir qui fait quoi et, en second lieu, être capable de discuter de nos divergences. Et à partir de là, essayer de voir comment on peut avancer, étant entendu que pour la grande Europe même, il y des objectifs parfaitement accessibles et acceptés par tous nos pays. Mais je crois que si l'on ne fait que cela, je crains que l'Europe se transforme en un vaste accord économique. Et comme il n'y aura plus de volonté politique, les difficultés se succéderont, dumping fiscal et social dans un cas, refus de la concurrence ou patriotisme économique dans un autre cas, et l'Europe perdra toute son énergie dans des disputes qui ne sont pas à la dimension des problèmes du monde ni de l'Europe. »

L'union a déjà connu beaucoup de disputes à six, et après à douze, puis à quinze. Et maintenant, à vingt-cinq, on peut imaginer qu'il y ait encore plus de disputes. Pensez-vous que l'élargissement soit un grand problème ?

« Non, quand j'ai commencé à militer pour l'Europe dans les années 1950, nous aurions eu un entretien à cette époque, je n'aurais pas imaginé que la Communauté européenne de cette époque puisse aller jusqu'à vingt-cinq, vingt-sept membres. Mais aujourd'hui, raisonnablement, je dis : et si l'Europe avait refusé l'Espagne, le Portugal et la Grèce, et si l'Europe avait refusé la Finlande, la Suède et les autres, et si l'Europe avait refusé aux pays qui sortaient de la nuit du totalitarisme l'ouverture, qu'est-ce que serait cette Europe ? Une petite Europe chétive, essayant de défendre son niveau de vie, ne se rendant pas compte des formidables défis que lui adresse la mondialisation ? Donc, l'Europe se grandit en répondant aux défis de l'histoire. Et c'est pour cela que l'histoire nous a demandé si

nous serions assez généreux et assez « nouveaux dans notre pensée » pour accepter de vivre à 25, demain à 27 et, je l'espère, avec les pays des Balkans, un jour à 32, 33. Et bien, il faut accepter cela, mais tout en sachant qu'avec une Europe à plus de 30, nous n'arriverons pas à progresser sur les domaines qui sont importants pour l'existence politique des Européens dans le monde d'aujourd'hui face à la puissance américaine d'un côté -l'ami américain, aussi- et, de l'autre côté, les puissances émergentes comme la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique, et autres ; c'est ce monde-là qu'il faut regarder en face. »

Question philosophique concernant l'élargissement : est-ce que pour vous il existe un critère géographique ?

« Compte tenu de la prééminence que j'ai donnée à la réponse aux défis historiques, je suis bien embarrassé pour vous dire « *j'ai dans la tête les frontières ultimes de l'Europe* ». Je ne les ai pas, peut-être est-ce une faiblesse de mon raisonnement, mais si on avait dit cela, en 1987-88 avant la chute du mur, alors les plus ardents défenseurs de l'UE vous auraient dessiné une Europe à 12 ou à 15. Faisons attention à cela, cela ne veut pas dire pour autant que nous sommes ouverts à tout, ça ne veut pas dire qu'il ne faille pas prêter attention à la capacité d'absorption de cette Union, sur le plan juridique, économique, institutionnel, et aussi à ce que pensent nos opinions publiques. Mais quand je lis l'histoire de l'humanité, je m'aperçois que ceux qui ont laissé un nom dans l'Histoire et ceux qui ont fait le bonheur de leurs peuples avaient su regarder quels étaient les défis de l'histoire, les défis du changement, les défis du mouvement. »

Un des graves problèmes avec l'Europe élargie est que le traité en vigueur n'est pas adapté à cette Europe-là, le Traité constitutionnel est vraiment un souci et la période de réflexion n'a pas amené de solution, alors que faire maintenant ?

« Si l'on veut décréter un armistice psychologique entre les vingt-cinq, il faut que ceux qui ont voté non respectent ceux qui ont voté oui et que ces derniers considèrent qu'il y a des problèmes difficiles aux Pays-Bas, en France et aussi, ne nous cachons pas derrière notre petit doigt, en Grande-Bretagne et en Pologne. Donc s'il y a des problèmes, que faisons-nous pour les résoudre ? Et nous revenons au début de notre conversation. Dire qui fait quoi, discuter de nos convergences et de nos divergences, voir comment on peut avancer et faire de l'UE un acteur à part entière dans le monde. Parce que tous ceux qui sont grognons vis-à-vis de l'Europe, tous ceux qui ont voté non, est-ce qu'ils se rendent compte comment le monde évolue, est-ce qu'ils se rendent compte qu'à chaque fois dans l'Histoire il a fallu que nos peuples s'adaptent, nos peuples et nos nations s'adaptent à des changements, que s'ils ne le font pas c'est le déclin. Donc, pour l'Europe, c'est le même problème qui me tracassait dans les années 1970, après la hausse du prix de pétrole, le changement sur les monnaies, la flottaison du dollar, et bien est-ce que l'Europe choisit la survie ou le déclin ? Je ne dis même pas la prospérité, la domination ou le déclin, je dis la survie ou le déclin. Et pourquoi la survie ? Parce que nous sommes des gens qui avons quand même, en moyenne, un niveau de vie très supérieur au reste du monde, que nous voulons le garder, et que nous voulons même améliorer nos systèmes à l'intérieur mais on ne le fera pas en étant aveugles vis-à-vis de ce qui se passe dans le monde. »

Est-ce qu'on peut expliquer aussi ce manque d'enthousiasme par un manque de but ? Au début, il y avait évidemment le but de la paix, maintenant cela ne suffit plus aux citoyens, il faudrait trouver d'autres missions pour les convaincre ...

« Dans la grande Europe que nous avons évoquée tout à l'heure incluant les Balkans, la paix n'existe pas, elle est mise en cause à plusieurs endroits, elle est

fragile en Irlande, elle bégaye en Espagne, les problèmes de l'Ex-Yougoslavie ne sont pas réglés, et en plus il y a la menace du terrorisme et de l'intégrisme. Si vous trouvez que l'objectif de paix n'est pas encore d'actualité... Il est d'actualité et il faut d'ailleurs renouveler peut-être les termes pour bien montrer que la paix entre nous est un bien formidable. Nous avons pris sur nous pour le faire, tout le monde, chacun de son côté, de la Grande-Bretagne à la Finlande, tout le monde a pris sur lui au lieu de remuer constamment les rancunes du passé pour essayer de construire un monde plus vivable. Cet objectif reste l'objectif numéro un de la grande Europe. L'objectif numéro deux, c'est un grand espace économique où le développement est durable et solidaire et le troisième objectif, c'est d'améliorer, de favoriser la diversité de nos cultures et de nos langues. Et cette Europe-là, ce n'est pas les Etats-Unis de l'Europe, ce n'est pas l'unification, c'est le respect du pluralisme et de la subsidiarité. »

Pour faire face aux pays que vous avez cités, les Etats-Unis ou la Chine ou le reste du monde, il faut de la compétitivité et ça aussi on voit que ça ne marche pas.

« Oui, elle existe déjà dans certains pays, elle n'existe pas dans tous. Mais pour faire cela, on ne peut pas simplement compter sur la méthode ouverte de coordination, sur le fait de comparer, dans une sorte de *benchmarking* généralisé, nos performances. Il faut quand même que l'Union donne des incitations, apporte cette plus-value. Et c'est ça le pas à franchir. C'est à la fois l'intérêt de l'Union économique et monétaire où le dispositif monétaire est trop important, où on souffre de l'insuffisance du dispositif économique et c'est vrai aussi pour l'ensemble de l'Europe. Je pense qu'à travers les politiques de cohésion et de développement régional, qu'à travers des actions communes en matière de recherche, d'innovation, qu'au moyen de la construction d'infrastructures européennes, nous pouvons faire beaucoup mieux. Mais il faut pour ça que l'Union européenne trouve le moyen de dire à tous les pays : « *Voilà la valeur ajoutée que j'apporte. Faites votre effort, nous y ajoutons un effort en commun* » et le résultat sera meilleur qu'à partir de simples grandes proclamations comme celle de Lisbonne. »

Cela m'amène à ma dernière question, vous parlez de valeur ajoutée de tel ou tel pays, la Finlande va prendre la présidence de l'Union européenne, qu'est-ce que vous attendez de cette présidence ?

« Vous voyez bien que sur le plan de la discussion du Traité, tout ce que l'on peut espérer, c'est que les pays qui n'ont pas encore discuté du Traité le fassent et je sais que la Finlande s'y est engagée maintenant, elle est dans le processus. Pour le reste, il faut mettre à jour les problèmes qui divisent, réfléchir aussi sur cette notion de savoir qui fait quoi, et peut-être engager deux ou trois actions communes, là où la nécessité se fait jour : dans le domaine de l'énergie, dans le domaine des infrastructures, et enfin dans celui –limité à un moins grand nombre de pays- de l'Union économique et monétaire, où il faut, à côté du dispositif monétaire, une vraie coordination des politiques économiques nationales. La Finlande peut prendre des initiatives, tout est à faire dans ce domaine, il faut proposer, expliquer, écouter et puis ensuite, trouver des dispositifs qui soient compatibles avec la répartition des compétences entre l'Union économique et monétaire d'un côté et les pays non membres de l'autre. »

Conclusion : c'est la crise la plus grave, mais est-ce que vous êtes optimiste ou pessimiste ?

« J'ai l'optimisme de la volonté, mais le pessimisme de la raison, comme aurait dit un auteur célèbre. »

* * *